
Comment armer nos fils pour la vie ?

Numéro d'inventaire : 1998.02659

Auteur(s) : Octave Forsant

Type de document : livre

Éditeur : Bureaux du Comité Dupleix (26 rue de Grammont Paris)

Période de création : 1er quart 20e siècle

Date de création : 1900

Description : Brochure. Couverture arrachée et remplacée par une jaquette de papier craft, déchirée et décolorée. Feuillet brunis. Traces de ruban adhésif.

Mesures : hauteur : 172 mm ; largeur : 120 mm

Notes : Réflexion sur l'utilité de l'enseignement primaire supérieur, comme adapté aux besoins de enfants de la "bourgeoisie moyenne", et propre à former de futurs travailleurs.

Mots-clés : Politique de l'éducation

Filière : École primaire supérieure

Niveau : Post-élémentaire

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 62

Sommaire : Préface de Gabriel Bonvalot. Table en fin de brochure.



B 185 Ec 257
COMITÉ DUPEIX

26, Rue de Grammont



OCTAVE FORSANT

COMMENT ARMER NOS FILS

POUR LA VIE?

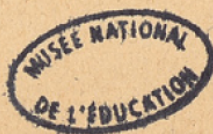
Préface de GABRIEL BONVALOT

PARIS

BUREAUX DU COMITÉ DUPEIX

26, RUE DE GRAMMONT

1900



Comment Armer nos Fils pour la Vie ?

« L'enseignement primaire supérieur répond
à un besoin général et profond. »

(FÉLIX PÉCAUT.)

« Le meilleur éducateur est celui qui connaît
le mieux son temps ».

(LAVISSE.)

I

L'éducation actuelle est une des causes de la « Crise du fonctionnarisme »

C'est une constatation déjà ancienne, mais sur laquelle il n'est pas inutile de revenir, que nous sommes envahis par le fonctionnarisme. Si elle ne veut voir son importance économique décroître encore, la France doit cicatriser au plus vite cette plaie qui la ronge. On comprend d'autant moins les progrès du mal que les exigences actuelles de la vie, le besoin chaque jour croissant d'un confortable couteux inconnu de nos ancêtres, devraient porter en eux leur enseignement et détourner les jeunes gens sans fortune des carrières administratives encombrées et de certaines professions libérales peu lucratives. L'agriculture, l'industrie, le commerce ou la colonisation satisferaient bien mieux leur besoin d'activité et leur procureraient à la fois une vie plus large et une plus grande indépendance ; sans compter, — ceci a bien son importance, — qu'ils pourraient en s'y livrant contribuer au relèvement économique du pays.

MM. Hugues Le Roux ¹, Henry Bérenger ² et

1. Hugues LE ROUX : « Nos fils que feront-ils ? » (1 vol.)
« Nos filles qu'en ferons-nous ? » (1 vol.)

2. Henry BÉRENGER : « Le prolétariat intellectuel et la crise du fonctionnarisme » (*Revue des Revues*, 15 janvier 1898, 15 janvier 1899.)

— 14 —

Gabriel Bonvalot¹ le leur ont suffisamment montré d'ailleurs dans des études récentes dont nous ne citerons ici que les fragments suivants empruntés à un des derniers articles de M. Bonvalot. « Les diverses écoles, soit Polytechnique, soit Centrale, soit les établissements similaires de province, produisent de 800 à 900 ingénieurs par an. Quelques-uns entrent dans les Ponts et Chaussées et dans les chemins de fer, les autres se casent dans l'industrie et sont souvent mal payés. Dans certaine raffinerie les ingénieurs chimistes gagnent 1.200 francs par an. L'ingénieur chef touche 5.000 francs.

« Les appointements de nos magistrats, et surtout de nos juges de paix, sont si peu élevés que, sans fortune personnelle, ils ne peuvent tenir leur rang.

« La situation des professeurs n'est pas plus brillante. Dans un collège, un professeur gagne 2.000 à 3.000 francs; dans un lycée, il gagne 3.500 à 5.000 francs.

« Or, chaque année, l'Université produit 100 agrégés et 1.000 licenciés pour 200 ou 300 places vacantes. Que deviendront les 800 ou 900 autres ?

« Les professions libérales ne nourrissent suffisamment qu'un petit nombre de ceux qu'elles attirent. Combien de fois ai-je proclamé dans mes conférences que, sur les 13.000 médecins répandus sur la surface de la France, à peine la moitié gagne sa vie convenablement; que, tous les ans, l'Université en manufacture 1.200 environ, et que, comme il n'y a que 6 à 700 places vacantes, il y a environ 600 docteurs sans malades.

1. G. BONVALOT : Toutes ses conférences.

— 15 —

« La manie du brevet s'est emparée des classes moyennes. Les institutrices pullulent et attendent d'être casées.

« En 1896, je vois que, pour une moyenne de 115 places vacantes par an, à Paris, 6.947 institutrices sont inscrites. »

Une des principales causes de ce débordement du fonctionnarisme, c'est notre éducation. Au lieu de développer chez les enfants l'esprit d'initiative et de favoriser leurs tendances actives, elle leur donne le plus souvent un savoir « pur livresque » qui, non seulement étouffe en eux tout originalité, mais encore les rend incapables plus tard de lutter victorieusement contre les difficultés de la vie, heureux encore si les études qu'ils ont faites et les diplômes qu'ils ont acquis ne leur font pas concevoir un profond dédain pour les occupations manuelles. Au lieu d'hommes d'action elle fait des êtres *passifs* qui bornent leur ambition à être des budgétivores plus ou moins besogneux mais toujours sans souci.

Est-il donc étonnant, après ces douloureuses constatations, que tout le monde, sauf quelques retardataires, souhaite la réforme de notre enseignement dans un sens plus pratique afin que nos enfants soient mieux armés pour le « struggle for life » qui les attend.

Une commission a été nommée à cet effet et les Conseils généraux invités à donner leur avis. Mais, s'il y a unanimité pour réformer, on ne s'entend plus aussi bien pour préciser les réformes. Tandis que les uns proposent quelques modifications à peine aux plans d'études existant, d'autres, comme M. Demolins dans l'« Education nouvelle », ne parlent rien moins